



Peu connue, la présence militaire de la France en Afrique constitue depuis plus de 50 ans un des piliers de sa politique d'ingérence. Alors qu'elle est présentée comme un gage de sécurité et de stabilité, que fait réellement l'armée française en Afrique ?

Héritage d'un passé colonial proche, la France joue encore aujourd'hui un rôle de puissance militaire en Afrique. Elle a d'ailleurs été longtemps la seule puissance à maintenir des troupes sur le continent. La France est en effet liée avec plusieurs États africains par des accords de coopération militaire ou de défense, ces derniers étant censés justifier au plan juridique l'ingérence militaire de la France dans ses anciennes colonies.

L'armée, pilier du néocolonialisme français en Afrique

Cette « spécificité française » constitue l'une des facettes d'une politique mise en place lors des indépendances africaines autour de 1960, visant à maintenir les pays nouvellement indépendants dans le giron de la France. L'objectif était de préserver les intérêts économiques de l'ancienne métropole (pétrole, uranium, bois, etc.), de permettre à celle-ci de conserver un rang de puissance mondiale tout en maintenant les pays africains dans la sphère d'influence occidentale dans un contexte de Guerre froide. A cette stratégie, il faut ajouter une forte tradition coloniale de l'armée et d'une partie de la classe politique française, soucieuses de défendre l'« Empire », teintée d'idéologie au mieux paternaliste, au pire raciste.

La France a ainsi pris pour habitude d'intervenir militairement dans des conflits internes et lorsque ses intérêts sont menacés (Cameroun, Tchad, Centrafrique, Comores, ex-Zaïre, Côte d'Ivoire...), d'encadrer et d'équiper des armées et gardes présidentielles au seul service de dictateurs corrompus mais fidèles aux intérêts français, allant jusqu'à se rendre complice de crimes contre l'humanité, comme au Congo Brazzaville en 1997-1999, voire de génocide comme au Rwanda en 1994.



De la guerre froide à la « guerre contre le terrorisme »

Après avoir tenté de légitimer le maintien de sa présence militaire en Afrique par une « nouvelle doctrine » à la fin des années 1990 (voir p. 3), la France utilise aujourd'hui la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme », empruntée aux néo-conservateurs américains, pour la justifier.

L'opération Serval, lancée au Mali en janvier 2013 a été officiellement déclenchée pour empêcher les mouvements salafistes armés qui occupaient le nord du Mali de s'emparer de la capitale, Bamako. On a eu depuis confirmation que loin d'avoir été improvisée dans l'urgence, l'opération Serval a été mûrement préparée et accompagnée de relations troubles entre les services secrets français et le mouvement autonomiste touareg du MNLA.

Les discours triomphalistes des autorités françaises n'ont pas masqué longtemps la réalité : ni la question territoriale ni la question sécuritaire ne sont aujourd'hui réglées au nord du Mali. Avec la dispersion des groupes armés et la déstabilisation de la Libye depuis l'intervention occidentale de 2011, c'est même toute la région qui paraît fragilisée.

Prétendant régler le problème par une ingérence militaire accrue, la France a réorganisé tout son dispositif militaire (voir p. 2) avec la création de l'opération Barkhane : 4 000 hommes quadrillent la zone sahélo-saharienne. Cette recolonisation militaire est officiellement avalisée dans la loi de programmation militaire 2014-2019 aux forts accents françafricains, qui réaffirme dangereusement les visées néocoloniales de la politique étrangère française, en particulier à l'encontre des pays d'Afrique subsaharienne.

Cette politique passe sous silence l'aspect dictatorial de certains alliés (Tchad, Cameroun, Mauritanie...), encourage les dérives sécuritaires des autres, au nom de la lutte contre le terrorisme, et ne règle aucun des problèmes politiques et sociaux qui permettent aux groupes armés de prospérer. En Françafrrique, ces dernières considérations n'ont jamais été prioritaires...

NOS REVENDICATIONS

Pour faire cesser l'impérialisme militaire français en Afrique et ailleurs

- Fermeture des bases et retrait de l'armée française d'Afrique.
- Arrêt des interventions militaires (sous commandement français) en Afrique et de toute intervention dans ses anciennes colonies.
- Arrêt des ventes d'armes et de la coopération militaire avec des régimes répressifs.

Pour obtenir la vérité et mettre fin à l'impunité

- Fin du monopole des poursuites par le parquet et réintroduction de la possibilité pour les victimes de déclencher une enquête en déposant une plainte avec constitution de partie civile contre des militaires français en opération extérieure.
- Levée automatique du secret défense en cas de procédure judiciaire (Rwanda, Côte d'Ivoire, Djibouti, Centrafrique...)
- Reconnaissance officielle des crimes coloniaux et néo-coloniaux de l'État français.

Pour réduire le pouvoir de l'exécutif et établir un contrôle parlementaire effectif

- Inscription dans la Constitution de l'obligation d'un vote au Parlement pour tous les accords de défense et de coopération militaire.
- Inscription dans la Constitution d'un vote des parlementaires préalable à toute intervention militaire à l'étranger et vote annuel sur la poursuite de l'intervention, avec création de moyens de contrôle.
- Instauration d'un réel contrôle parlementaire sur les services secrets et sur les interventions militaires à l'étranger, doté de moyens adéquats.

REJOIGNEZ SURVIE

Afin d'exprimer votre désaccord envers les collusions de la France avec les pires dictatures et promouvoir le respect de la démocratie, du droit à l'autodétermination des peuples et des biens publics en France comme dans le monde, **rejoignez les 1 300 adhérents de l'association et l'un de nos 20 groupes locaux et encouragez une information indépendante, critique et alternative.**

Votre soutien financier aux campagnes de l'association est précieux car Survie fonctionne grâce aux cotisations de ses membres, aux dons de particuliers, ainsi qu'aux droits d'auteurs et recettes des ventes de ses publications.

Elle ne bénéficie d'aucune subvention des pouvoirs publics et refuse tout don de parti politique, d'églises ou de syndicat pour garantir son indépendance.

POUR ALLER PLUS LOIN

Retrouvez l'espace dédié à l'armée française sur notre site : www.survie.org/mot/armee-francaise

Nos derniers ouvrages font une part belle à l'analyse du rôle et de la place de l'armée française dans les politiques françafricaines :

Françafrrique, la famille recomposée
2014, 218 pages, 12 €



La France en guerre au Mali, enjeux et zones d'ombre
2013, 249 pages, 7 €



Que fait l'armée française en Afrique ?
2009, 480 pages, 18 €



Le Sabre et la Machette, les officiers français et le génocide Tutsi
2014, 252 pages, 7 €



Cinq guerres pour un empire
2017, 32 pages



Coopération militaire et policière en Françafrrique De l'héritage colonial au partenariat public-privé

Novembre 2017, 48 pages

